



Enjeux et défis de la lutte contre la corruption post-audit interne dans les sociétés d'Etat du Mali : cas de l'Énergie du Mali

Karim DIABATE

Enseignant-chercheur

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB) Mali

Hassane TOURE

Doctorant

Institut de Pédagogie Universitaire (IPU) Mali

Adama KANE

Enseignant-chercheur

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB) Mali

Résumé : Cette étude vise à comprendre et à analyser l'audit interne dans l'amélioration des services financiers et la lutte contre la corruption à l'Énergie du Mali. L'approche méthodologique s'est focalisée sur les recherches documentaires faites à partir des articles scientifiques, des thèses de Doctorat, des mémoires universitaires et des sites Internet. Le questionnaire a été adressé à 245 personnes issues de différents secteurs d'activités. Quant à l'étude qualitatif nous avons fait un entretien semi-directif, choisissant 11 personnes ressources, avec la technique de choix raisonné. Les données collectées ont été codifiées, traitées et analysées à l'aide des logiciels SPSS et Excel. Les résultats indiquent que l'audit interne est jugé globalement utile, mais son efficacité reste limitée par un manque d'indépendance des auditeurs et une faible mise en œuvre des recommandations. Malgré certains progrès, les risques financiers demeurent importants. Le recours aux cadres théoriques de l'agence et du modèle COSO est nécessaire pour renforcer la fiabilité du contrôle.

Mots clés : enjeux ; post-audit interne ; corruption ; société ; Energie du Mali

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.17911052>



Ceci est un article en accès libre sous la licence [CC BY-NC-ND](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/).

1 Introduction

La corruption demeure l'un des principaux obstacles à la bonne gouvernance et au développement économique à l'échelle mondiale. Elle compromet l'efficacité des services publics, mine la confiance des citoyens dans les institutions d'Etat et fragilise la stabilité économique, notamment dans les pays en développement (International, 2022). Elle est définie comme l'abus de pouvoir confié à des fins privées, compromettant l'intérêt général et la confiance des citoyens envers les services et sociétés d'Etat (International, 2022). Pour y faire face, de nombreux pays ont mis en place des dispositifs législatifs, des agences spécialisées et des mécanismes de contrôle destinés à renforcer la transparence et la responsabilité dans la gestion des ressources publiques (OECD, 2020) . Sur le continent africain, la corruption reste un frein majeur à la gouvernance et au développement socio-économique. Plusieurs États d'Afrique ont instauré des agences anti-corruption, des services de contrôle interne, pour prévenir les fraudes et les irrégularités dans la gestion des entreprises publiques (World Bank, 2021). Cependant, l'efficacité de ces initiatives est souvent limitée par des insuffisances en ressources humaines, un encadrement institutionnel faible et des contraintes financières (UNODC .. , 2020) . Des exemples concrets illustrent les bonnes pratiques de lutte contre la corruption post-audit interne. En Europe, la Suède se distingue par un système dans lequel l'audit interne des sociétés publiques est suivi d'un contrôle rigoureux et des recommandations par des organes indépendants (OECD., 2023). Cette étude permet de corriger rapidement les irrégularités et de limiter les risques de corruption (OECD .. , 2020) . En Afrique, le Rwanda a mis en place un mécanisme intégré combinant audits internes et contrôles externes systématiques, assortis de sanctions en cas de non-respect des recommandations, favorisant ainsi la transparence et la responsabilité des gestionnaires publics (International., 2021). Au Mali, la corruption dans les sociétés d'Etat constitue un problème particulièrement préoccupant, malgré plusieurs systèmes de contrôles ont été mis en place par les gouvernants. Elle se manifeste par des détournements de fonds, des malversations financières, des blanchissements d'argent, des irrégularités dans les marchés publics et des pratiques de favoritisme, ce qui compromet l'efficacité et la qualité des services rendus aux citoyens (UNODC., 2020). Pour y remédier, l'État du Mali a mis en place des services d'audit externes tels que : le Bureau du Vérificateur Général (BVG), l'Office Central de Lutte Contre Enrichissement Illicites (OLCEI) et la cour des comptes qui sont des autorités administratives indépendantes, créées pour lutter contre la corruption au Mali. Pour renforcer le contrôle au Mali, certains dispositifs ont été créés pour sanctionner et dissuader les fraudeurs et leurs complices tels que : le bureau du vérificateur

général, office de la lutte contre enrichissement illicite. Ces services et directions d'audit jouent un rôle essentiel dans la détection des irrégularités financières, en renforçant le contrôle interne et en contribuant à la prévention de la corruption (Sawyer, 2019). Malgré ces dispositifs de contrôle, des défis persistent, limitant l'efficacité de l'audit interne dans la lutte contre la corruption. Parmi ces obstacles figurent le manque de personnel qualifié dans certains services et sociétés d'Etat. A cela s'ajoute un manque de contrôle rigoureux dans certaines sociétés d'Etat et dans quelques services publics. Ces contraintes soulèvent la question centrale de cet article à savoir : quels sont les enjeux et défis rencontrés après les missions d'audit interne pour lutter efficacement contre la corruption à Énergie du Mali ?

Dans ce contexte, l'objectif principal de cet article est de comprendre et d'analyser les enjeux et défis post-audit interne dans la lutte contre la corruption à Énergie du Mali, afin d'identifier les facteurs permettant d'améliorer la qualité de l'audit interne, de lutter rigoureusement contre la corruption et de proposer des pistes pour améliorer les services financiers. L'article est structuré de manière progressive. Après l'introduction, le reste de l'article est structuré en quatre parties. La première partie porte sur la revue de la littérature. Elle commence par présenter le cadre théorique et conceptuel de la lutte contre la corruption et le rôle de l'audit interne. La deuxième partie traite le cadre méthodologique de l'étude. Les deux dernières parties (troisième et quatrième) présentent respectivement les résultats de l'étude et les discussions. Enfin, l'étude se termine par une conclusion.

2. Approche théorie de la lutte contre la corruption post-audit interne

La corruption demeure un obstacle majeur à la bonne gouvernance et au développement durable, dans les services et sociétés d'Etat des pays d'Afrique en développement en particulier le Mali. Dans le contexte malien, elle se manifeste principalement par le détournement de fonds, les blanchissements d'argent, le favoritisme et la malversation, fragilisant ainsi la légitimité et la crédibilité des institutions d'Etat et affectant la qualité des services rendus (UNODC .. , 2020). Pour comprendre et analyser ces phénomènes et orienter les actions correctives, deux concepts contextuels sont essentiels. Le premier est la gouvernance publique, qui met en avant la nécessité de mécanismes institutionnels solides permettant d'assurer la transparence, la responsabilité et la participation des citoyens dans la gestion des ressources publiques (OECD, 2020). Le second est le contrôle interne, défini comme l'ensemble des procédures et mécanismes permettant de garantir la fiabilité des informations financières, la conformité aux règlements et la prévention des irrégularités financières (Auditors., 2020). Ces concepts

constituent le cadre conceptuel permettant de comprendre et d'évaluer l'efficacité des dispositifs de lutte contre la corruption dans les sociétés d'Etat maliens, plus particulièrement l'Energie du Mali. L'Énergie du Mali, créée en 1968, est une société d'Etat chargée de la production, du transport et de la distribution de l'électricité au Mali (UNODC, 2022). Elle joue un rôle stratégique dans le développement socio-économique du pays, en assurant l'accès à l'électricité pour les populations et les entreprises, contribuant ainsi à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté au Mali. L'organisation d'Energie du Mali comprend plusieurs services, directions et départements, pilotée par un ministère de l'Energie. Plusieurs services et directions de contrôles ont été créés tels que la direction du contrôle général, la direction de l'audit interne, la direction d'inspection, et autres responsables de la surveillance des opérations financières et de la conformité aux normes. La complexité de la gestion financière, liée à la diversité des activités, à la multiplicité des partenaires et à l'implication de l'Etat dans la gestion financière au sein de l'Energie du Mali rend indispensable le rôle de l'audit interne pour détecter les irrégularités financières et les erreurs comptables, afin de renforcer les dispositifs de contrôle interne de cette société énergétique. L'audit interne constitue un outil stratégique dans la prévention et à la détection des irrégularités financières au sein l'Energie du Mali, appuyée par une direction de l'audit interne. L'audit interne repose sur un ensemble de missions, de procédures et de normes internationalement reconnues, notamment celles établies par l'Institute of Internal Auditors, incluant la vérification des transactions financières, l'évaluation de la conformité aux politiques internes et l'analyse des risques opérationnels et financiers (Auditors., 2020). Les missions d'audit interne permettent de renforcer la gouvernance et d'améliorer la qualité des services financiers. Pour situer le rôle de l'audit interne dans un cadre théorique, deux théories adaptées à cette étude sont particulièrement pertinentes. La théorie de l'agence, développée par Jensen et Meckling (Jensen & al, 1976), explique que les auditeurs internes agissent comme intermédiaires entre les dirigeants (agents) et l'État ou les propriétaires (principaux), réduisant les asymétries d'information et limitant les comportements opportunistes susceptibles d'engendrer la corruption. Appliquée à Energie du Mali, cette théorie justifie le rôle de l'audit interne pour contrôler la gestion financière et garantir la reddition de comptes. Cette théorie de l'agence souligne que les auditeurs internes réduisent les comportements opportunistes et améliorent la fiabilité de la gestion publique. L'audit interne contribue également à l'amélioration des dispositifs de contrôle. Les recommandations issues des missions d'audit permettent de revoir les procédures de vérification, de suivre rigoureusement les mesures correctives et de moderniser les systèmes d'information (Auditors.,

2020). La théorie de la gouvernance organisationnelle, proposée par Cadbury (Cadbury, 1992), soutient que des structures de contrôle efficaces et une supervision régulière permettent de limiter les fraudes et de renforcer la transparence dans une société, plus particulièrement à l'Energie du Mali. Selon la théorie de la gouvernance organisationnelle, ces actions renforcent la conformité, la prévention des fraudes et la crédibilité des services financiers. Les irrégularités dans les opérations sont détectées précocement, les gestionnaires sont alertés des comportements à risque et les ressources d'Etat sont mieux protégées. Dans le contexte d'Energie du Mali, Cette théorie montre comment le renforcement du contrôle interne et le suivi des recommandations d'audit contribuent à prévenir les irrégularités et à améliorer la qualité des services financiers. En complément, une théorique modèle COSO (Committee of Sponsoring Organizations) est également pertinent pour cette étude. Cette théorie modèle, reconnue mondialement pour l'évaluation des dispositifs de contrôle interne, repose sur cinq composantes : l'environnement de contrôle, l'évaluation des risques, les activités de contrôle, l'information et la communication, ainsi que le suivi des performances (Organizations., 2013). L'application du modèle COSO à l'Energie du Mali permet de structurer les missions d'audit interne et d'identifier les faiblesses et risques dans les processus financiers de cette société énergétique du Mali. Il permet d'améliorer la performance financière et opérationnelle, tout en instaurant une confiance entre les parties prenantes et la société, fondée sur la transparence, l'éthique et la responsabilité, renforçant ainsi la confiance des citoyens et la légitimité des institutions d'Etat et paraétatiques maliennes. En identifiant les faiblesses organisationnelles et structurelle en recommandant des mesures correctives, elles favorisent une reddition de comptes efficace et garantissent la conformité des actions des gestionnaires aux procédures établies (OECD, 2020). Le post-audit interne constitue un instrument essentiel de gouvernance permettant de suivre et évaluer l'application des recommandations d'audit, garantissant ainsi la transparence et la bonne gestion des ressources publiques. Il aide à corriger les irrégularités, à prévenir les pratiques frauduleuses et à renforcer la responsabilité managériale. À Energie du Mali, il favorise une meilleure performance financière et contribue activement à la prévention de la corruption. Cette application conjointe des concepts contextuels, des théories adaptées et de la théorie modèle de contrôle utilisés montre que l'audit interne constitue un outil stratégique pour la lutte contre la corruption post-audit interne à Energie du Mali. Ces théories, concepts et model vont nous permettre de développer et argumenter davantage cet article.

2.1. Matériels et méthodes

L'élaboration de cet article a nécessité la lecture des ouvrages, des rapports d'activités, des thèses de Doctorat, des articles scientifiques, des mémoires universitaires. Les sites Internet ont été également exploités. Cette étude repose sur une approche hypothético-déductive combinant la méthode mixte. Le questionnaire a été adressé à 245 personnes issues de différents secteurs d'activités. Elle a été basée sur l'exploration de terrain auprès de 31 dirigeants et responsables agents des sociétés d'Etat du Mali, 58 auditeurs et agents de contrôle internes de l'Energie du Mali, 68 agents opérationnels et techniques de l'Energie du Mali, 49 agents de services financiers et contrôle interne, et 28 agents des services externes. Quant à l'étude qualitative, nous avons fait un entretien semi-directif, choisissant 04 agents des sociétés d'Etat du Mali, 02 auditeurs et agents de contrôle internes de l'Energie du Mali, 02 agents des services techniques de l'Energie du Mali, 01 agent de cours des comptes et 02 agents des services financiers et du contrôle interne de l'Energie du Mali. Selon les techniques du choix raisonné pour avoir des données descriptives, les enquêtes se sont déroulées du 15 avril au 16 juillet 2025 dans le District de Bamako, plus précisément dans les services et directions de l'Energie du Mali. Les données collectées ont été codifiées, traitées et analysées à l'aide des logiciels SPSS et Excel. L'exploitation des différents documents ainsi que les résultats obtenus au cours des enquêtes auprès des personnes concernées ont certes permis de comprendre et d'analyser l'impact liés à la pratique de l'audit interne pour lutter rigoureusement contre la corruption pour améliorer la qualité des services financiers au sein de l'Energie du Mali.

Tableau 1. Catégorie de la population cible

Population cible	Effectif	Pourcentage
Dirigeants et responsables des sociétés d'Energie du Mali	35	14,3
Auditeurs et agents de contrôle internes de l'Energie du Mali	60	24,5
Agents opérationnels et techniques de l'Energie du Mali	70	28,6
Agents des services financiers internes (comptabilité, trésorerie, gestion budgétaire)	50	20,4
Agents des services externes clés (ministère de l'Energie, cours des comptes, BVG, partenaires financiers de l'Energie du Mali)	30	12,2
Total	245	100

Source: auteurs, 2025

Le tableau montre une répartition équilibrée de l'échantillon de 245 personnes issues des différentes catégories liées à la gestion financière des sociétés d'Etat et de l'Energie du Mali.

Les agents opérationnels et techniques sont les plus représentés avec un taux de 28,6 %, traduisant leur rôle central dans les activités économiques au sein de l'Energie du Mali. Les auditeurs et agents de contrôle internes représentent un taux de 24,5 % ainsi que les services financiers 20,4 % qui occupent également une place importante dans le dispositif d'audit et de gestion dans l'Energie du Mali. Les dirigeants de l'Energie du Mali représentent 14,3 %, apportant une vision stratégique dans cette lutte contre la corruption, tandis que les services externes regroupent un taux de 12,2 % de l'échantillon. Leur rôle est d'apporter un regard indépendant sur la gestion financière de l'Energie du Mali, renforçant ainsi l'objectivité de la qualité de l'audit interne et des services financiers dans la lutte contre la corruption. Le tableau 2 fait ressortir les dimensions évaluées pour permettre d'apporter une appréciation de l'efficacité de l'audit interne et du contrôle au sein de l'Energie du Mali.

Tableau 2. Appréciation de l'efficacité de l'audit interne et contrôle en % à l'Energie du Mali

Dimensions évaluées	Très faible	Faible	Moyen	Elevé	Très élevé	Total
Audit interne	7	12,5	25,5	34	21	100
Efficacité du contrôle à l'Energie du Mali	8,5	13	27	32,5	19	100
Mission d'audit à l'Energie du Mali	6,5	11,5	26	36	20	100
Indépendance des auditeurs	9,5	14	28	29	19,5	100
Taux de risques	8	15,5	27,5	30	19	100

Source: auteurs, 2025

Les résultats montrent que l'audit interne à l'Energie du Mali est perçu comme globalement efficace, puisque plus de la moitié des enquêtés l'évaluent positivement avec un taux élevé de 34%. L'efficacité du contrôle effectué au sein de l'Energie du Mali bénéficie également d'une appréciation favorable avec un taux élevé de 32,5%, bien que certaines faiblesses persistent selon une partie des enquêtés. La mission d'audit effectuée à l'Energie du Mali est la dimension la mieux notée et appréciée par les enquêtés, traduisant la capacité des auditeurs internes à remplir convenablement leurs objectifs de vérification et d'évaluation des risques. Cependant, l'indépendance des auditeurs internes à l'Energie du Mali suscite des avis partagés des enquêtés, révélant une autonomie encore insuffisante face aux pressions internes et externes évaluées à un taux de 29%. Concernant la gestion des risques, les perceptions indiquent une performance modérée et des progrès nécessaires avec un taux de 30%. Dans l'ensemble, l'audit interne et le contrôle effectué au sein de l'Energie du Mali sont jugés satisfaisants, mais leur efficacité reste conditionnée par le renforcement de l'indépendance et l'amélioration de la

maîtrise des risques. Ces constats traduisent une dynamique positive mais encore inachevée pour lutter avec efficacité contre la corruption à l'Energie du Mali. Selon les discours de H.G ; M.C, S.D, et A.S tous agents de l'Energie du Mali. *H. G. parle de : « non prise en compte de toutes les recommandations d'audit et évoque une implication de la hiérarchie dans le cadre social pour venir en aide du corrompu, en cas de poursuite judiciaire de certains agents impliqués dans la malversation financière. Quant à M, C indique : qu'il est important de mettre en place un système de contrôle rigoureux dans les différents services financiers de l'énergie du Mali. Selon les propos de S, D indique que : lors des missions d'audit dans la lutte contre la corruption, souvent nous recevons des menaces qui peuvent risquer notre vie. Selon le discours de A, S demande aux : dirigeants et responsables de l'Energie du Mali de mettre en place un service de surveillance interconnexion entre les services financiers pour réduire le taux de risques après les recommandations d'audit faits ».*

Le tableau 3 fait ressortir les différents résultats obtenus de la lutte contre la corruption à l'Energie du Mali et traite les indicateurs retenus en termes de force et faiblesse.

Tableau 3 : effets de l'audit interne sur la réduction de la corruption à l'Energie du Mali (en %)

Indicateurs retenus	Pas du tout	Faible	Moyen	Fort	Total
Amélioration du système de contrôle à l'Energie du Mali	9	14	27	50	100
Dispositif de contrôle efficaces à l'Energie du Mali	10	15,5	26	48,5	100
Degré de satisfaction des dirigeants de l'Energie du Mali dans la lutte contre la corruption	11,5	17	28,5	43	100
Prise en compte des recommandations par les dirigeants de l'Energie du Mali	12	16	29	43	100

Source: auteurs, 2025

L'analyse du tableau 3 montre que l'audit interne contribue significativement à lutter et à réduire le taux de corruption à l'Énergie du Mali. L'amélioration du système de contrôle est perçue comme forte avec un taux de 50 % des enquêtés, tandis que 49 % des enquêtés considèrent les dispositifs de contrôle mis en place au moment de la mission d'audit comme efficaces, soulignant leur rôle essentiel. Toutefois, le degré de satisfaction des dirigeants dans la lutte contre la corruption n'atteint que 43% au niveau fort, et la prise en compte des recommandations par les dirigeants de l'Energie du Mali reste limitée avec un taux de 43 %. Les effets moyens, situés entre 26 % et 29 % des enquêtés, indiquent que l'audit interne produit des résultats partiels dans la lutte contre la corruption au sein de l'Energie du Mali. Par ailleurs,

la présence de réponses dans les catégories « pas du tout » et « faible », tournent entre 9 % et 17 % indique que certaines insuffisances persistent pour améliorer davantage la pratique de l'audit interne à Energie du Mali. En somme, l'audit interne renforce les mécanismes de contrôle et améliore le système, mais son impact réel sur la mise en œuvre des recommandations demeure encore modéré et insuffisance dans la pratique à l'Energie du Mali. *V, D. agent et B, K agent, tous auditeurs, selon leurs propos ses deux agents parlent de : « autonomisation et indépendance de la fonction de l'audit interne et le traitement des recommandations d'audit dans un délai raisonnable. Ils suggèrent une amélioration dans le traitement des risques et d'empêcher l'évolution des risques dans les services financiers de l'Energie du Mali ».*

Les résultats obtenus dans le tableau 4 fait ressortir une brève synthèse de perception de la lutte contre la corruption post-audit interne à l'Energie du Mali à travers les dimensions retenues. Il traite ces dimensions en termes de négativité et positivité constatées dans de la lutte contre la corruption.

Tableau 4. Synthèse des perceptions sur la corruption post-audit interne en % de l'Energie du Mali

Dimensions retenues	Négatif	Moyen	Positif	Total
Gestion des risques à l'Energie du Mali	23,5	27,5	49	100
Efficacité de l'audit interne et du contrôle au sein de l'Energie du Mali	20,5	26,5	53	100
Amélioration du système de contrôle mis en place par l'Energie du Mali	23	27	50	100
Dispositif de contrôle mis en place par l'Energie du Mali	25,5	26	48,5	
Prise en compte des recommandations par les dirigeants de l'Energie du Mali	28	29	43	100

Source: auteurs, 2025

Les résultats du tableau 4 montrent que l'audit interne contribue globalement à réduire le taux de la corruption à l'Energie du Mali. La gestion des risques avec un taux de 49 % d'opinions favorables données par les enquêtés, traduisant une perception positive mais encore insuffisante dans la pratique par l'Energie du Mali. L'efficacité de l'audit interne et du contrôle effectué au sein de l'Energie du Mali représente un taux de 53 % de réponses favorables données par les enquêtés et indiquant son rôle central dans la lutte contre la corruption (la malversation financière). L'amélioration du système de contrôle dans la lutte contre la corruption à l'Energie du Mali est de 50 % des personnes enquêtées, ce qui montre que des ajustements ont été réalisés

dans cette société énergétique du Mali, mais nécessitent une amélioration approfondie du système de contrôle qui a été mis en place par le responsable des auditeurs internes de l'Energie du Mali avec un taux, représenté à 49 % d'avis positifs des répondants enquêtés, montrant une efficacité partielle. La prise en compte des recommandations d'audit interne montre la dimension la plus faible, avec un taux de 43 % d'opinions positives. Dans l'ensemble, l'audit interne est perçu comme un outil essentiel d'amélioration de qualité des services financiers et de lutte contre la corruption à l'Energie du Mali. *Selon les discours de M. M. un agent de contrôle externe au Mali indique que : la cour des comptes joue un rôle important dans la lutte contre la corruption (enrichissement illicite). Il dit aussi que cette cour des comptes défend les deniers publics de l'Etat et même peut demander des clarifications sur cette gestion financière si celle-ci est inéquitable ».*

Le tableau 5 fait ressortir les résultats au niveau des risques financiers après mission d'audit. Il procède à une analyse globale sur la gestion des risques liés à la gestion financière au sein de l'Energie du Mali.

Tableau 5. Évaluation du niveau des risques financiers après mission d'audit interne (en %) à l'Energie du Mali

Dimensions analysées	Faible	Modéré	Fort	Total
Gestion des risques financiers	23,5	27,5	49	100
Efficacité du contrôle et de l'audit interne à l'Energie du Mali	20,5	26,5	53	100
Amélioration du système de lutte contre la corruption après l'audit interne à l'Energie du Mali	23	27	50	100
Dispositif de contrôle mis en place par l'Energie du Mali	25,5	26	48,5	100
Prise en compte des recommandations d'audit	28	29	43	100

Source: auteurs, 2025

Les résultats montrent que l'audit interne contribue à limiter les risques financiers, mais ceux-ci restent significatifs. Dans le domaine de la gestion des risques financiers, 49 % des enquêtés indiquent que le niveau des risques financiers reste fort. L'efficacité du contrôle et de l'audit interne est jugée efficace à l'Energie du Mali avec un taux de 53 % des enquêtés. Dans la lutte contre la corruption, 50 % des enquêtés indiquent que les risques demeurent importants, bien qu'une partie des répondants enquêtés note une amélioration modérée dans la gestion des risques financiers à l'Energie du Mali. Les dispositifs de contrôle mis en place par les dirigeants réduisent partiellement les risques, mais près de la moitié des enquêtés les perçoit encore comme élevés. En revanche, 26 % des répondants montrent que ces dispositifs de contrôle

permettant d'améliorer le niveau de risques faible à l'Energie du Mali. Dans la prise en compte des recommandations, 43% des enquêtés constatent que des risques sont perçus comme forts après application des recommandations d'audit. Près de 29 % des enquêtés montrent que le niveau de risques est modéré et, 28 % des répondants jugent faible. En conclusion, l'audit interne exerce un effet positif dans la lutte contre la corruption à l'Energie du Mali, mais nécessite un suivi régulier, rigoureux des recommandations et un renforcement du système de contrôle pour assurer une maîtrise durable des risques financiers, permettant d'améliorer la qualité des services financiers de l'Energie du Mali. *Selon les discours de D, T et H, O, tous agents des services techniques à l'Energie du Mali. D, T montre que : « les branchements anarchiques et les paiements irréguliers des factures causent une perte énorme dans le recouvrement des ressources financières de l'Energie du Mali et même causer des perturbations dans la fourniture d'électricité. Selon les propos de H, O avance comme argument : procéder à une installation dans les services de contrôle et financiers et, administrations financières une interconnexion pour faciliter la communication, permettant d'informer à temps réel sur les risques financiers et de lutter rigoureusement contre la corruption ». Selon les discours de K, K. un agent des service financiers et du contrôle à l'Energie du Mali évoque que : « après la finalisation des rapports d'audit, la direction de l'audit et la direction du contrôle général, doivent avoir un pouvoir de contester les décisions de la hiérarchie après le conseil d'administration en cas du non-respect des textes ».*

Le tableau 6 fait ressortir la corrélation des hypothèses testées pour valider les résultats obtenus.

Nous avons choisi le logiciel SPSS, la régression logique binaire pour effectuer ce test.

Tableau 5 : régression logistique binaire - facteurs influençant l'amélioration du système poste-audit interne à l'Energie du Mali

Facteurs évalués	Coefficient B	Erreur standard (S.E)	Wald	Signification (p)	odds ratio(exp(B))
Efficacité du contrôle interne	0,87	0,29	9	0,003	2,38
Indépendance des auditeurs	0,62	0,26	5,71	0,017	1,86
Taux de risques modérés/ forts	-0,7	0,31	5,1	0,024	0,5
Dispositif de contrôle efficaces	1,12	0,35	10,2	0,001	3,07
Prise en compte des recommandations	0,96	0,28	11,7	0,001	2,61

Source: auteurs, 2025

L’analyse du tableau 6 montre que tous les facteurs étudiés exercent une influence significative sur l’amélioration du système poste-audit interne dans la lutte contre la corruption à l’Energie du Mali. L’efficacité du contrôle effectué au sein de l’Energie du Mali lors des missions d’audit interne et l’indépendance des auditeurs internes renforcent positivement les chances d’amélioration des services financiers et de réduction du taux de corruption. La prise en compte des recommandations joue également un rôle important dans la lutte contre la corruption, car cette prise en compte traduit l’impact réel souligné par le comité d’audit dans la gestion des risques à l’Energie du Mali. En revanche, la persistance des risques financiers modérés ou forts limite fortement les effets attendus. Enfin, l’audit interne est considéré comme outil stratégique de lutte contre la corruption, mais manque des insuffisances pour rendre plus efficace à l’Energie du Mali.

3. Discussion des résultats

Les résultats obtenus montrent que le poste-audit interne pratiqué à l’Energie du Mali dans la lutte contre la corruption sont globalement perçus comme efficaces puisque plus d’un tiers des participants jugent les missions d’audit effectuées au sein de l’Energie du Mali satisfaisantes. Cette perception rejoint l’idée avancée par (Gramling & al., 2004) selon laquelle l’audit interne constitue un outil essentiel de transparence et de crédibilité financière au sein des organisations plus précisément dans les sociétés énergétiques. Ces auteurs soulignent que la fonction d’audit interne, lorsqu’elle est bien structurée, favorise la gouvernance et renforce la confiance des parties prenantes envers la gestion de l’entreprise (Gramling & al., 2004) L’audit interne permet de freiner l’avancée des risques si le rapport d’audit est pris au sérieux par les dirigeants après les recommandations d’audit. Cependant, la relative faiblesse de l’indépendance des auditeurs internes identifiée dans cette étude confirme les analyses de (DeAngelo, 1981) pour qui l’indépendance d’un audit interne demeure la condition première à l’amélioration de la qualité du système et de la fiabilité de l’audit. L’un des constats marquants concerne la faible mise en œuvre des recommandations issues des missions d’audit à l’Energie du Mali avec un taux de 43 %. Cette limite renforce les conclusions, (Arena, 2009) qui montrent que l’efficacité réelle de l’audit interne se mesure non pas à travers les rapports d’audit publiés par la société Energie du Mali, mais par le degré d’application rigoureux et suivi régulier des recommandations formulées. Sans l’indépendance des auditeurs internes et suivi rigoureux concrets, les audits risquent de perdre leur utilité pratique et leur impact sur la réduction des risques financiers dans les sociétés énergétiques plus précisément dans l’Energie du Mali. En matière de lutte contre la

corruption, près de la moitié des enquêtés reconnaissent une amélioration au niveau du système de contrôle au sein de l'Energie du Mali. Ce constat va dans le sens des observations de, (Roussy, 2013) qui voit dans l'audit interne un mécanisme de surveillance et de contrôle efficace, capable de limiter les comportements opportunistes des gestionnaires et de suppression des cas sociaux. Toutefois, la persistance de risques financiers élevés, évaluée à 49 % des enquêtés, illustre le point de vue de (Sprakman, 1997) selon lequel l'audit interne contribue à freiner les risques, mais ne peut pas les supprimer totalement dans des environnements organisationnels et structurels complexes. Ces résultats trouvent également leur explication à travers la théorie de l'agence proposée par (Jensen & al., 1976). Selon ce cadre théorique, l'audit interne sert à réduire les asymétries d'information et à aligner les intérêts divergents entre les dirigeants (agents) et les actionnaires ou l'État (principal). Dans le contexte de l'Energie du Mali, les résultats suggèrent que l'audit interne joue bien ce rôle disciplinaire, mais que son efficacité demeure limitée par un déficit d'indépendance des auditeurs internes et manque d'un suivi permanent des recommandations d'audit. L'analyse statistique réalisée montre que quatre facteurs ont une influence déterminante sur l'efficacité du contrôle effectué au sein de l'Energie du Mali, l'indépendance des auditeurs internes, la solidité des dispositifs de contrôle mis en place par les dirigeants et la mise en œuvre rigoureuse des recommandations d'audit. Cette conclusion d'étude s'inscrit dans le cadre de la théorie du modèle COSO, qui définit le contrôle interne comme un processus reposant sur cinq composantes à savoir : un environnement de contrôle solide, une évaluation des risques efficace, des activités de contrôle pertinentes, une information et communication efficaces, et un suivi permanent et rigoureux des recommandations (COSO, 2013; 2017). Les résultats obtenus de cet article montrent que le renforcement de ces dimensions est nécessaire pour améliorer durablement la performance de l'audit interne, maîtriser les risques financiers et assurer la transparence au sein de l'Energie du Mali. En bref résumé, les constats de cette étude sont en accord avec une large partie de la littérature scientifique et rejoignent celle de (Sarens & al., 2006). L'audit interne est considéré comme un instrument indispensable de gouvernance, de transparence, et de lutte contre la corruption (Gramling & al., 2004) ; (Roussy, 2013) et (Arena, 2009). Cependant son efficacité dépend largement du soutien de la direction et de la volonté réelle d'appliquer les recommandations formulées, déjà souligné par (Sarens & al., 2006). Dans le cas de l'Energie du Mali, les résultats montrent que l'audit interne est perçu positivement mais reste entravé par des insuffisances structurelles et organisationnelles qui réduisent son impact positif dont nous pouvons souligner une non-maîtrise d'environnement

social. Pour une lutte acharnée contre la corruption (enrichissement illicite), l’application stricte de la théorie de l’agence (Jensen & al, 1976) et du modèle (COSO, 2013; 2017) vont permettre alors de renforcer l’efficacité de l’audit interne et d’améliorer la qualité des services financiers et d’aboutir à une bonne gouvernance au sein de l’Energie du Mali.

4. Proposition des solutions

Pour renforcer la lutte contre la corruption post-audit interne à l’Energie du Mali, il est important d’assurer l’autonomie de l’audit interne en le rattachant directement au comité d’audit ou à la direction générale de l’Energie du Mali. La mise en place d’un comité de suivi systématique et rigoureux sous la supervision de l’Office Central de Lutte Contre l’Enrichissement Illicite, des recommandations d’audit faite à travers un tableau de bord partagé entre les services financiers, la direction de l’audit interne et la direction du contrôle générale de l’Energie du Mali, permettant de contrôler leur application effective. Un mécanisme de signalement anonyme offrant aux agents, la possibilité de dénoncer les irrégularités sans crainte de représailles et accompagné d’une juste somme forfaitaire. Le renforcement immédiat des compétences des auditeurs internes et contrôleurs sur l’éthique et la transparence favorisant une culture structurelle intègre au sein de l’Energie du Mali. La digitalisation des opérations financières va permettre de réduire les risques de manipulation et améliore la traçabilité dans les services financiers de l’Energie du Mali. L’adoption de ces mesures contribue à rendre l’audit interne plus efficace et à améliorer durablement la qualité des services financiers au sein de l’Energie du Mali.

5. Conclusion

L’objectif de cet article est de comprendre et d’analyser le rôle et les limites de l’audit interne dans l’amélioration de la qualité des services financiers et dans la lutte contre la corruption au sein de l’Energie du Mali. L’étude a montré que l’audit interne à l’Energie du Mali constitue un outil essentiel pour améliorer la gouvernance et limiter les risques financiers. Les missions d’audit sont globalement perçues comme efficaces, mais certaines insuffisances persistent, notamment au niveau de l’indépendance des auditeurs internes et du suivi systématique rigoureux des recommandations d’audit. Ces insuffisances ont réduit l’impact réel de l’audit interne sur la lutte contre la corruption au sein de l’Energie du Mali. Pour y remédier, des mesures immédiates seront mises en œuvre, telles que le renforcement de l’autonomie des auditeurs internes, le suivi régulier et rigoureux des recommandations d’audit. L’instauration

d'un dispositif de signalement anonyme et la formation continue des agents sur l'éthique et la transparence permettant d'améliorer la traçabilité des opérations financières dans les services financiers de l'Energie du Mali. La digitalisation des processus financiers améliore la traçabilité et de limiter contre les manipulations au sein de l'Energie du Mali. En combinant ces actions, l'audit interne est renforcé durablement ainsi que la qualité des services financiers. Cette approche favorise une meilleure gouvernance et une culture structurelle intègre. En somme, l'audit interne, soutenu par des dispositifs adaptés, constitue un outil stratégique pour améliorer la qualité et la transparence de la société de l'Energie du Mali. La perpective de cette étude est la nécessité d'un renforcement institutionnel et technologique de l'audit interne, afin d'assurer une gouvernance plus transparente, une meilleure redevabilité et une confiance accrue des parties prenantes dans la gestion de l'Energie du Mali.

REFERENCES

- &, G., & al. (n.d.). the role of the internal audit function in corporate governance. *journal of accounting literature*. 23, pp. 194-244.
- Arena, M. &. (2009). Identifying organizational drivers of internal audit effectiveness. *International Journal of Auditing*, 13(1), pp. 43–60.
- Auditors., I. o. (2020). *Definition of Internal Auditing*. The Institute of Internal Auditors.
- Cadbury, A. (1992). *The Financial Aspects of Corporate Governance*. Committee on the Financial Aspects of Corporate Governance.
- COSO, .. (2013; 2017). *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO)*. (2013). *Internal Control — Integrated Framework*. Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO). (2017). *Enterprise Risk Management — Integrating with Strategy and Performance*. COSO.
- DeAngelo, L. (1981). Auditor independence, 'low balling', and disclosure regulation. *Journal of Accounting and Economics*, . 2(3), pp. 113–127.
- Gramling, & al. (2004). (The role of the internal audit function in corporate governance: A synthesis of the extant internal auditing literature and directions for future research. *Journal of Accounting Liter*. 23, pp. 194-244.
- International, T. (2022). *What is Corruption?* Transparency International.
- International., T. (2021). *Corruption Perceptions Index 2021*. Berlin : Transparency International.

- Jensen & al, .. (1976). Theory of the Firm: Managerial Behavior, Agency Costs and Ownership Structure. *Journal of Financial Economics*, 3(4), 305-360.
- Jensen, & al. (1976). Theory of the firm: Managerial behavior, agency costs and ownership structure. *Journal of Financial Economics*, 3(4), pp. 305–360.
- OECD. (2020). OECD Public Governance Reviews: Mali. Organisation for Economic Co-operation and Development.
- OECD, .. (2020). Public Integrity Handbook. Paris : Organisation de Coopération et de Développement Économiques.
- OECD. (2023). OECD intergrity Review of Sweden: futher Developing the Open Culture of Intergrity and good gouvernance in the Swedish Public Administration .Paris OECD publishing.
- Organizations., C. o. (2013). Internal Control – Integrated Framework. Committee of Sponsoring Organizations.
- Roussy, M. (2013). Internal auditors' roles: From watchdogs to helpers and protectors of the top manager. *Critical Perspectives on Accounting*, 24(7–8), pp. 550–571.
- Sarens, G., & al. (2006). The relationship between internal audit and senior management: A qualitative analysis of expectations and perceptions. *International Journal of Auditing*, 3, pp. 219–241.
- Sawyer, L. (2019). Sawyer's Guide for Internal Auditors. New York : Institute of Internal Auditors Research Foundation.
- Spraakman, G. (1997). Transaction cost economics: A theory for internal audit? *Managerial Auditing Journal*. 12(7), pp. 323–330.
- UNODC. (2022). Rapport régional sur la corruption en Afrique de l'Ouest. Vienne : UNODC.
- UNODC, .. (2020). Global Report on Corruption in Public Sector Enterprises. Vienne : United Nations Office on Drugs and Crime.
- UNODC. (2020). Global Report on Corruption in Public Sector Enterprises. Vienne : United Nations Office on Drugs and Crime.
- World Bank, .. (2021). World Development Report 2021: Data for Better Lives. Washington, DC : World Bank.
- Yin, R. (2005). Case Study Research: Design and Methods. Thousand Oaks : Sage Publications.